



Paris,  
le 3 décembre 2018

**Parce que les salaires  
ne sont pas les  
ennemis du climat  
et de l'économie !**

## **FACE A L'URGENCE SOCIALE, FO APPELLE A AGIR SUR SES REVENDICATIONS !**

FO alerte depuis longtemps sur la question du pouvoir d'achat. L'augmentation des salaires, pensions, retraites et minima sociaux était encore en tête des revendications portées par les manifestations syndicales du 9 octobre dernier.

### **Il y a urgence, il s'agit d'une urgence sociale.**

- Les **salaires**, du privé comme du public, ne peuvent être considérés comme ennemi du climat pas plus que de l'économie ;
- FO revendique la généralisation de la **prime transport**, mesure immédiate, simple et concrète à mettre en œuvre ;
- FO revendique un **coup de pouce significatif sur le SMIC**, au-delà de l'augmentation légale, qui favorisera également la relance des négociations de branches partout où les minima se situent en dessous du SMIC ;
- FO revendique que le SMIC soit porté à 80% du salaire médian soit environ 1450 euros nets ;
- FO soutient la revendication de l'augmentation du **point d'indice dans la Fonction publique** ;
- FO réclame un **moratoire sur la hausse des taxes sur le carburant**, y compris sur les hausses de taxes sur les énergies de chauffage le temps des négociations !
- Face à l'urgence climatique, FO en appelle à l'urgence de la mise en œuvre d'une **transition juste** socialement qui prenne en compte le rôle et les besoins du **service public**.

Plus largement la question du coût de la vie pour les **salariés, actifs, au chômage, retraités est posée.**

Elle est aussi celle de la **redistribution des richesses** et de la fiscalité qui ne remplit plus son office de redistribution, tant elle est appuyée sur les taxes (TVA et TICPE) et insuffisamment progressive. C'est la raison de la revendication FO, de longue date, d'une **réforme d'ensemble de la fiscalité.**

**FO renouvelle en conséquence sa saisine du gouvernement pour la réunion urgente** d'une commission tripartite (confédérations syndicales et organisations patronales) permettant d'examiner les conditions d'**ouvertures rapides de négociations**, à commencer sur la généralisation de la prime transport.

**FO** apporte son soutien aux syndicats et les appelle à agir pour **l'ouverture de négociations sur les salaires dans les branches et les entreprises.**

**Confédération Générale du  
Travail FORCE OUVRIERE**

141 avenue du Maine  
75680 PARIS CEDEX 14  
Tel : 01 40 52 82 00